

2° une déclaration de l'agriculteur confirmant qu'il est membre d'un ou de plusieurs régimes de qualité alimentaire agréés;

3° une déclaration de l'agriculteur confirmant qu'il a pris connaissance des conditions pour l'aide spécifique;

4° l'autorisation de l'agriculteur aux centres agréés de partager des données d'identification et de contrôle avec l'entité compétente lorsque l'entité compétente les demande.

L'entité compétente fournit les formulaires pour la demande d'aide.

§ 2. Si un agriculteur est inscrit auprès d'un régime de qualité alimentaire agréé le 30 juin de l'année calendaire en question et qu'une reprise d'exploitation a lieu après cette date, l'aide spécifique est payée à l'agriculteur qui introduit la demande d'aide.

Si la demande d'aide est introduite par le cessionnaire, celui-ci doit disposer du certificat le 31 décembre.

Si la demande d'aide est introduite par le cédant, celui-ci doit disposer du certificat à la date de la reprise.

Art. 4. En application de l'article 20, troisième alinéa, du Règlement (CE) n° 1122/2009, l'entité compétente demande auprès des centres agréés les pièces justificatives qui doivent être jointes à la demande d'aide. Conformément à l'article 29, deuxième alinéa, et à l'article 46, deuxième alinéa, du Règlement (CE) n° 1122/2009, chaque centre agréé transmet à l'entité compétente un fichier de tous les agriculteurs qui y se sont inscrits au plus tard le 30 juin de l'année calendaire en question, et qui ont obtenu le 31 décembre le certificat du régime de qualité alimentaire, accompagné d'une déclaration confirmant que les données sont fiables et correctes.

Le fichier visé au premier alinéa contient au moins les données suivantes :

1° le nom et l'adresse de l'agriculteur;

2° le numéro d'agriculteur et le numéro d'exploitation de l'agriculteur;

3° la preuve de l'inscription;

4° la date à laquelle le contrôle du respect des cahiers des charges relatifs au régime de qualité alimentaire agréé est effectué et le résultat de ce contrôle.

Art. 5. Le montant de l'aide est calculé conformément à l'article 2*decies* de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juillet 2005. La prime s'élève au maximum à 500 euros par agriculteur et par label et ne peut pas dépasser les frais réels. Les frais réels comprennent les frais annuels de participation et de contrôle et les frais annuels liés au respect des exigences supralégales du cahier des charges relatif au régime de qualité alimentaire agréé.

Art. 6. Conformément à l'article 50, alinéa 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1122/2009, l'entité compétente soumet au moins 1 % des agriculteurs, introduisant une demande d'aide, au contrôle du respect de la conditionnalité.

Conformément à l'article 30, alinéa 2, e), du Règlement (CE) n° 1122/2009, l'entité compétente contrôle 10 % des tierces instances auxquelles il est fait appel. En cas de négligence grave ou de transmission délibérée de données fautives, l'entité compétente exclut la tierce instance du service pour au moins un an, conformément à l'article 69 du Règlement précité.

Art. 7. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2010, à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur le jour suivant la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 septembre 2010.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3703

[2010/205463]

7 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 48.557/2/V du Conseil d'Etat, donné le 8 septembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la Directive 2008/112/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant les Directives 76/768/CEE, 88/378/CEE et 1999/13 du Conseil ainsi que les Directives 2000/53/CE, 2002/96/CE et 2004/42/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les adapter au Règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges modifie la Directive 1999/13/CE relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations;

Considérant que ce Règlement remplace la Directive 67/548/CEE du Conseil du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses et la Directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du

31 mai 1999 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses; que ce nouveau règlement assure l'harmonisation de la classification et de l'étiquetage des substances et des mélanges au sein de l'Union européenne; qu'il intègre les critères de classification et d'étiquetage des substances et des mélanges définis par le système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) qui a été adopté au niveau international, au sein de la structure des Nations unies;

Considérant que l'incorporation dans le droit communautaire des critères du SGH se traduit par l'introduction de nouvelles classes et catégories de danger ne correspondant que partiellement aux modalités de classification et d'étiquetage établies par les anciennes directives; qu'il existe donc, outre le caractère directement applicable du Règlement n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, une obligation formelle d'intégrer, dans la législation wallonne, les modifications apportées par la Directive 2008/112/CE;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose l'article 3 de la Directive 2008/112/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant les Directives 76/768/CEE, 88/378/CEE et 1999/13/CE du Conseil ainsi que les Directives 2000/53/CE, 2002/96/CE et 2004/42/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les adapter au Règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 2, 7°, le mot "préparation" est remplacé par le mot "mélange";

2° à l'article 2, 12°, 13° et 14°, les mots "toute préparation" sont remplacés par les mots "tout mélange" et le mot "préparations" est remplacé par le mot "mélanges";

3° à l'article 2, 17°, le mot "préparations" est remplacé par le mot "mélanges".

Art. 3. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. A partir du 1^{er} décembre 2010 et jusqu'au 31 mai 2015, les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacés, compte tenu des recommandations publiées par la Commission européenne en vertu de l'article 7, § 1^{er}, de la Directive 1999/13/CE du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations et dans les délais précisés par l'article 83, par des substances ou des mélanges moins nocifs.

A partir du 1^{er} juin 2015, les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacés, compte tenu des recommandations publiées par la Commission européenne en vertu de l'article 7, § 1^{er}, de la Directive 1999/13/CE du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations et dans les délais précisés par l'article 83, par des substances ou des mélanges moins nocifs.";

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

"§ 3. Jusqu'au 31 mai 2015, pour les émissions de COV halogénés auxquels sont attribuées les phrases de risque R40 ou R68, pour lesquelles le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage R40 ou R68 est supérieur ou égal à 100g/h, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés.

A partir du 1^{er} juin 2015, pour les émissions de COV halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351, pour lesquelles le débit massique de la somme des composés justifiant les mentions de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100g/h, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la somme massique des différents composés.";

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

"§ 5. Jusqu'au 31 mai 2015, les émissions de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, après l'entrée en vigueur du présent arrêté, une des phrases de risque visées aux paragraphes 1^{er} et 3, se conforment, dans les délais précisés à l'article 83, aux valeurs limites d'émission visées respectivement aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

A partir du 1^{er} juin 2015, les émissions de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, après l'entrée en vigueur du présent arrêté, une des mentions de danger visées aux paragraphes 1^{er} et 3, se conforment, dans les délais précisés par l'article 83, aux valeurs limites d'émission visées respectivement aux paragraphes 2 et 3 du présent article."

Art. 4. Dans le tableau de l'article 35 du même arrêté, deuxième colonne, les mots "(250 à partir de 2007)" sont abrogés.

Art. 5. A l'article 67, 3°, du même arrêté, le mot "préparations" est remplacé par le mot "mélanges".

Art. 6. A l'article 70, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, le mot "préparations" est remplacé par le mot "mélanges".

Art. 7. A l'article 76, alinéa 2, du même arrêté, le mot "préparations" est remplacé par le mot "mélanges".

Art. 8. A l'article 79, 4°, du même arrêté, les mots ", les engins de génie civil et de chantier" sont abrogés.

Art. 9. Dans le tableau de l'article 80 du même arrêté, première colonne, dernière ligne, les mots ", d'engins de génie civil et de chantier" sont abrogés.

Art. 10. A l'annexe 2, point 3, du même arrêté, le mot "préparations" est remplacé par le mot "mélanges".

Art. 11. La note de bas de page n° 40 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées est remplacée par ce qui suit :

"(40) Pour les émissions de COV halogénés auxquels est attribuée les phrases de risque R40 ou R68 et à partir du 1^{er} décembre 2010 et jusqu'au 31 mai 2015, les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

A partir du 1^{er} juin 2015, les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ainsi que pour les émissions de COV halogénés auxquels est attribuée les mentions de danger H341 ou H351."

Art. 12. Le présent arrêté s'applique, dès son entrée en vigueur, aux établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3703

[2010/205463]

7. OKTOBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3, 4, 5, 6, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 8. September 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 48.557/2/V des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2008/112/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 zur Änderung der Richtlinien 76/768/EWG, 88/378/EWG und 1999/13/EG des Rates sowie der Richtlinien 2000/53/EG, 2002/96/EG und 2004/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates zwecks ihrer Anpassung an die Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen die Richtlinie 1999/13/EG über die Begrenzung von Emissionen flüchtiger organischer Verbindungen, die bei bestimmten Tätigkeiten und in bestimmten Anlagen bei der Verwendung organischer Lösungsmittel entstehen, abändert;

In der Erwägung, dass diese Verordnung die Richtlinie 67/548/EWG des Rates vom 27. Juni 1967 zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe und die Richtlinie 1999/45/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 31. Mai 1999 zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen ersetzt; dass diese neue Verordnung die Harmonisierung der Einstufung und der Kennzeichnung der Stoffe und Gemische innerhalb der Europäischen Union gewährleistet; dass sie die durch das global harmonisierte System zur Einstufung und Kennzeichnung von Chemikalien (GHS), das auf internationaler Ebene innerhalb der Struktur der Vereinten Nationen verabschiedet worden ist, festgelegten Kriterien für die Einstufung und Kennzeichnung der Stoffe und Gemische integriert;

In der Erwägung, dass die Übernahme der GHS-Kriterien in das Gemeinschaftsrecht die Einführung neuer Gefahrenklassen und -kategorien mit sich bringt, die nur teilweise den Einstufungs- und Kennzeichnungsvorschriften in den früheren Richtlinien entsprechen; dass demnach außer dem unmittelbar anwendbaren Charakter der Verordnung Nr. 1272/2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen eine ausdrückliche Verpflichtung vorliegt, die durch die Richtlinie 2008/112/EG vorgenommenen Abänderungen in die wallonische Gesetzgebung mit einzubeziehen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird Artikel 3 der Richtlinie 2008/112/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 zur Änderung der Richtlinien 76/768/EWG, 88/378/EWG und 1999/13/EG des Rates sowie der Richtlinien 2000/53/EG, 2002/96/EG und 2004/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates zwecks ihrer Anpassung an die Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o in Artikel 2, 7^o, wird das Wort "Zubereitung" durch das Wort "Gemisch" ersetzt;

2^o in Artikel 2, werden in 12^o und 13^o die Wörter "jede Zubereitung" und in 14^o die Wörter "eine Zubereitung" durch die Wörter "jedes Gemisch" ersetzt und wird das Wort "Zubereitungen" durch das Wort "Gemische" ersetzt.

3^o in Artikel 2, 17^o, wird das Wort "Zubereitungen" durch das Wort "Gemischen" ersetzt;

Art. 3 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Stoffe oder Gemische, denen aufgrund ihres Gehalts an gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen als karzinogen, keimzellmutagen oder reproduktionstoxisch eingestuften flüchtigen organischen Verbindungen die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F oder die Risikosätze R45, R46, R49, R60 oder R61 zugeordnet sind oder die mit diesen Sätzen zu kennzeichnen sind, werden ab dem 1. Dezember 2010 und bis zum 31. Mai 2015 unter Berücksichtigung der von der Europäischen Kommission aufgrund des Artikels 7, § 1, der Richtlinie 1999/13/EG vom 11. März 1999 über die Begrenzung von Emissionen flüchtiger organischer Verbindungen, die bei bestimmten Tätigkeiten und in bestimmten Anlagen bei der Verwendung organischer Lösungsmittel entstehen, veröffentlichten Leitlinien und innerhalb den in Artikel 83 angegebenen Fristen durch weniger schädliche Stoffe oder Gemische ersetzt.

Stoffe oder Gemische, denen aufgrund ihres Gehalts an gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen als karzinogen, keimzellmutagen oder reproduktionstoxisch eingestuften flüchtigen organischen Verbindungen die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, werden ab dem 1. Juni 2015 unter Berücksichtigung der von der Europäischen Kommission aufgrund des Artikels 7, § 1, der Richtlinie 1999/13/EG vom 11. März 1999 über die Begrenzung von Emissionen flüchtiger organischer Verbindungen, die bei bestimmten Tätigkeiten und in bestimmten Anlagen bei der Verwendung organischer Lösungsmittel entstehen, veröffentlichten Leitlinien und innerhalb den in Artikel 83 angegebenen Fristen durch weniger schädliche Stoffe oder Gemische ersetzt“;

2° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Bis zum 31. Mai 2015 ist bei Freisetzung von halogenierten flüchtigen organischen Verbindungen, denen die Risikosätze R40 oder R68 zugeordnet sind, ein Emissionsgrenzwert von 20 mg/Nm³ einzuhalten, wenn der Massenstrom der Summe der emittierten Verbindungen, die zu der Kennzeichnung R40 oder R68 führen, 100 g/h oder mehr beträgt. Der Emissionsgrenzwert bezieht sich auf die Summe der Massen der einzelnen Verbindungen.

Ab dem 1. Juni 2015 ist bei Freisetzung von halogenierten flüchtigen organischen Verbindungen, denen die Gefahrenhinweise H341 oder H351 zugeordnet sind, ein Emissionsgrenzwert von 20 mg/Nm³ einzuhalten, wenn der Massenstrom der Summe der emittierten Verbindungen, die zu den Gefahrenhinweisen H341 oder H351 führen, 100 g/h oder mehr beträgt. Der Emissionsgrenzwert bezieht sich auf die Summe der Massen der einzelnen Verbindungen.“;

3° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 5. Bis zum 31. Mai 2015 sind bei Freisetzung von flüchtigen organischen Verbindungen, denen nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einer der in den Paragraphen 1 und 3 erwähnten Risikosätze zugeordnet ist oder die mit einem dieser Sätze gekennzeichnet sind, innerhalb den in Artikel 83 angegebenen Fristen die jeweils in den Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Emissionsgrenzwerte einzuhalten.

Ab dem 1. Juni 2015 sind bei Freisetzung von flüchtigen organischen Verbindungen, denen nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einer der in den Paragraphen 1 und 3 erwähnten Gefahrenhinweise zugeordnet ist oder die mit einem dieser Hinweise gekennzeichnet sind, innerhalb den in Artikel 83 angegebenen Fristen die jeweils in den Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Emissionsgrenzwerte einzuhalten.“

Art. 4 - In der Tabelle des Artikels 35 desselben Erlasses, Spalte 2, werden die Wörter “(250 ab 2007)” gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 67, 3°, desselben Erlasses wird das Wort “Zubereitungen” durch das Wort “Gemische” ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 70, Absatz 1,° desselben Erlasses wird das Wort “Zubereitungen” durch das Wort “Gemische” ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 76, Absatz 2 desselben Erlasses wird das Wort “Zubereitungen” durch das Wort “Gemische” ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 79, 4° desselben Erlasses werden die Wörter “auf bei Tiefbau-, Bau- oder Straßenarbeiten gebrauchte Fahrzeuge” gestrichen.

Art. 9 - In der Tabelle des Artikels 80 desselben Erlasses, Spalte 1, letzte Zeile werden die Wörter “und von Tiefbau-, Bau- oder Straßenarbeiten gebrauchten Fahrzeugen” gestrichen.

Art. 10 - In der Anlage 2, Punkt 3 desselben Erlasses wird das Wort “Zubereitungen” durch das Wort “Gemische” ersetzt.

Art. 11 - Die Fußnote Nr. 40 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird durch Folgendes ersetzt:

“(40) Bei Freisetzung von halogenierten flüchtigen organischen Verbindungen, denen die Risikosätze R40 oder R68 zugeordnet sind und ab dem 1. Dezember 2010 und bis zum 31. Mai 2015 die Stoffe oder Gemische, denen aufgrund ihres Gehalts an gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen als karzinogen, keimzellmutagen oder reproduktionstoxisch eingestuften flüchtigen organischen Verbindungen die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F oder die Risikosätze R45, R46, R49, R60 oder R61 zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind.

Ab dem 1. Juni 2015 die Stoffe oder Gemische, denen aufgrund ihres Gehalts an gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen als karzinogen, keimzellmutagen oder reproduktionstoxisch eingestuften flüchtigen organischen Verbindungen die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F oder die Risikosätze R45, R46, R49, R60 oder R61 zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, sowie bei Freisetzung von halogenierten flüchtigen organischen Verbindungen, denen die Gefahrenhinweise H341 oder H351 zugeordnet sind.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass findet ab seinem Inkrafttreten auf die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsmäßig genehmigten Betriebe Anwendung.

Art. 13 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3703

[2010/205463]

7 OKTOBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 betreffende de sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 betreffende de sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 48.557/2/V van de Raad van State, gegeven op 8 september 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat Richtlijn 2008/112/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 tot wijziging van de Richtlijnen 76/768/EEG, 88/378/EEG en 1999/13/EG van de Raad en de Richtlijnen 2000/53/EG, 2002/96/EG en 2004/42/EG van het Europees Parlement en de Raad teneinde ze aan te passen aan Verordening (EG) nr. 1272/2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels Richtlijn 1999/13/EG inzake de beperking van de emissie van vluchtige organische stoffen ten gevolge van het gebruik van organische oplosmiddelen bij bepaalde werkzaamheden en in installaties wijzigt;

Overwegende dat die Verordening Richtlijn 67/548/EEG van de Raad van 27 juni 1967 betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen en Richtlijn 1999/45/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 31 mei 1999 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten vervangt; dat die nieuwe verordening de criteria bevat voor de indeling en etikettering van stoffen en mengsels volgens het wereldwijd geharmoniseerd systeem voor de indeling en etikettering van chemische stoffen (GHS) dat op internationaal niveau is goedgekeurd in het kader van de Verenigde Naties;

Overwegende dat door de opnemings van de GHS-criteria in de communautaire wetgeving nieuwe gevarenclassen en -categoriën worden ingevoerd die slechts gedeeltelijk overeenstemmen met de indelings- en etiketteringsregelingen van de oudere richtlijnen; dat er naast het rechtstreeks toepasselijke karakter van Verordening 1272/2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels een formele verplichting bestaat om de bij Richtlijn 2008/112/EG aangebrachte wijzigingen op te nemen in de Waalse wetgeving;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van Richtlijn 2008/112/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 tot wijziging van de Richtlijnen 76/768/EEG, 88/378/EEG en 1999/13/EG van de Raad en de Richtlijnen 2000/53/EG, 2002/96/EG en 2004/42/EG van het Europees Parlement en de Raad teneinde ze aan te passen aan Verordening (EG) nr. 1272/2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels wordt bij dit besluit omgezet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 betreffende de sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 2, 7^o, wordt het woord "preparaat" vervangen door het woord "mengsel";

2^o in artikel 2, 12^o, 13^o en 14^o worden de woorden "een preparaat" vervangen door de woorden "elk mengsel" en wordt het woord "preparaten" vervangen door het woord "mengsels".

3^o in artikel 2, 17^o, wordt het woord "preparaten" vervangen door het woord "mengsels".

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Met ingang van 1 december 2010 en tot 31 mei 2015 worden de stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F of de risicozinnen R45, R46, R49, R60 en R61 worden toegekend of die van deze aanduidingen moeten worden voorzien wegens hun gehalte aan VOS die krachtens Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld, rekening houdende met de richtsnoeren bekendgemaakt door de Europese Commissie krachtens artikel 7, § 1, van Richtlijn 1999/13/EG van 11 maart 1999 inzake de beperking van de emissie van vluchtige organische stoffen ten gevolge van het gebruik van organische oplosmiddelen bij bepaalde werkzaamheden en in installaties door minder schadelijke stoffen of mengsels vervangen binnen de in artikel 83 bedoelde termijnen.

Met ingang van 1 juni 2015 worden de stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F worden toegekend of die van deze aanduidingen moeten worden voorzien wegens hun gehalte aan VOS die krachtens Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld, rekening houdende met de richtsnoeren bekendgemaakt door de Europese Commissie krachtens artikel 7, § 1, van Richtlijn 1999/13/EG van 11 maart 1999 inzake de beperking van de emissie van vluchtige organische stoffen ten gevolge van het gebruik van organische oplosmiddelen bij bepaalde werkzaamheden en in installaties door minder schadelijke stoffen of mengsels vervangen binnen de in artikel 83 bepaalde termijnen.”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Voor de uitstoot van gehalogeneerde VOS waaraan de risicozinnen R40 of R68 worden toegekend, waarbij de massastroom van de stoffen waarvoor de vermelding van R40 of R68 verplicht is, in totaal 100 g/uur of meer bedraagt, wordt een emissiegrenswaarde van 20 mg/nm³ tot 31 mei 2005 in acht genomen. De emissiegrenswaarde geldt voor de totale massa van de betrokken stoffen.

Voor de uitstoot van gehalogeneerde VOS waaraan de gevarenaanduidingen H341 of H351 worden toegekend, waarbij de massastroom van de stoffen waarvoor de vermelding van de gevarenaanduidingen H341 of H351 verplicht is, in totaal 100 g/uur of meer bedraagt, wordt een emissiegrenswaarde van 20 mg/nm³ vanaf 1 juni 2005 in acht genomen. De emissiegrenswaarde geldt voor de totale massa van de betrokken stoffen.”;

3° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

“§ 5. Tot 31 mei 2015 stemt de uitstoot van VOS waaraan na de inwerkingtreding van dit besluit één van de in §§ 1 en 3 bedoelde risicozinnen wordt toegekend of waarop ze moet worden aangebracht, overeen met de in § 2, respectievelijk § 3, van dit artikel genoemde emissiegrenswaarden binnen de in artikel 83 bedoelde termijnen.

Vanaf 1 juni 2015 stemt de uitstoot van VOS waaraan na de inwerkingtreding van dit besluit één van de in §§ 1 en 3 bedoelde gevaaraanduidingen wordt toegekend of waarop ze moet worden aangebracht, overeen met de in § 2, respectievelijk § 3, van dit artikel genoemde emissiegrenswaarden binnen de in artikel 83 bedoelde termijnen.”

Art. 4. In tabel van artikel 35 van hetzelfde besluit, tweede kolom, worden de woorden “(250 vanaf 2007)” opgeheven.

Art. 5. In artikel 67, 3°, van hetzelfde besluit wordt het woord “preparaten” vervangen door het woord “mengsels”.

Art. 6. In artikel 70, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit wordt het woord “preparaten” vervangen door het woord “mengsels”.

Art. 7. In artikel 76, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord “preparaten” vervangen door het woord “mengsels”.

Art. 8. In artikel 79, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden “, voertuigen voor openbare voorzieningen en bouwterreinen” opgeheven.

Art. 9. In tabel van artikel 80 van hetzelfde besluit, eerste kolom, laatste regel, worden de woorden “voertuigen voor civiele techniek en bouwwerven” opgeheven.

Art. 10. In bijlage 2, punt 3, bij hetzelfde besluit wordt het woord “preparaten” vervangen door het woord “mengsels”.

Art. 11. Voetnoot nr. 40 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt vervangen als volgt :

“(40) Voor de uitstoot van gehalogeneerde VOS waaraan de risicozinnen R40 of R68 worden toegekend, en vanaf 1 december 2010 en tot 31 mei 2015, de stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F worden toegekend of die van deze aanduidingen moeten worden voorzien of de risicozinnen R45, R46, R49, R60 of R61 wegens hun gehalte aan VOS die krachtens Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld.

Met ingang van 1 juni 2015, de stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F worden toegekend of die van deze aanduidingen moeten worden voorzien wegens hun gehalte aan VOS die krachtens Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld, alsook voor de uitstoot van gehalogeneerde VOS waaraan de gevaaraanduidingen H341 of H351 worden toegekend.”

Art. 12. Zodra het in werking treedt, is dit besluit van toepassing op de inrichtingen die behoorlijk vergund zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 13. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY